
L'histoire économique contemporaine : où sont passés les historiens ?

José E. Igartua
Département d'histoire
UQAM

Étudiant à l'Université Laval au milieu des années 1960, j'ai découvert l'immense chantier que constituait l'histoire du Québec. Le cours que Jean Hamelin donnait sur l'histoire économique du Québec, alors qu'il travaillait à la rédaction de *l'Histoire économique du Québec, 1851-1896* (Hamelin et Roby, 1971), fut une véritable démonstration du métier d'historien. Hamelin arrivait en classe chaque semaine avec ses découvertes, ses interrogations, ses doutes et ses réflexions. Il offrait au moins une dizaine de sujets de thèse par cours, attisant ainsi l'intérêt des étudiants pour la recherche. Plusieurs de mes camarades s'initièrent au métier en consacrant leurs étés aux nombreux dépouillements et compilations qui constituèrent le matériau de *l'Histoire économique du Québec*. Quant à moi, Hamelin me fit faire un inventaire des sources quantitatives d'origine gouvernementale sur le XX^e siècle, pour un livre qui devait constituer la suite de *l'Histoire économique du Québec*.

La piètre qualité de la récolte le découragea sans doute, néanmoins Hamelin me prit sous sa protection. J'avais le dessein, après la licence, de faire une maîtrise en économique, mais j'en fus détourné par l'offre qu'il me fit de poursuivre mes études en histoire aux États-Unis. C'est également lui qui me trouva, à l'été de 1967,

un poste d'assistant de recherche pour Cameron Nish au Centre de recherche en histoire économique du Canada français, ce qui me conduisit à mon premier emploi universitaire, l'année suivante, à Sir George Williams University.

Mon cheminement personnel me servira d'amorce au sujet qui m'a été confié dans cet ouvrage, soit l'histoire économique contemporaine. Les circonstances ont voulu qu'au lieu de me rompre à la théorie économique dans un programme de maîtrise, je me sois initié, lors de mes études doctorales, à l'histoire économique américaine des années 1960, alors en pleine « révolution » économétrique. Aux États-Unis, les débats sur la rentabilité de l'esclavage ou sur la contribution des chemins de fer à la croissance économique me faisaient paradoxalement découvrir la nécessité d'acquérir une formation théorique en économie et une maîtrise des outils d'analyse quantitative, en plus de la connaissance des sources et des méthodes requise de l'historien. Cette triple formation était sans doute démesurément lourde à obtenir pour la majorité d'entre nous, de sorte que les historiens québécois, sauf pour de rares exceptions, ne se sont pas rompus à ces nouvelles façons de faire l'histoire économique. Les historiens ont abandonné à d'autres le champ de l'histoire économique¹.

Précisons d'entrée de jeu ce que nous entendons par « histoire économique ». Dans le cadre fixé par les éditeurs de cet ouvrage pour cet article sur l'histoire économique depuis 1929, je dois exclure l'histoire des travailleurs – qui s'est érigée en domaine autonome et qui souffre souvent de son ignorance de l'histoire économique, en particulier de celle des entreprises – à laquelle une section particulière est consacrée. Reprenant des schémas traditionnels, j'inclus, sur le plan macroéconomique, l'analyse de l'évolution des facteurs de production, des structures de l'économie, des marchés, des cycles économiques, des niveaux de richesse, de l'épargne et de l'investissement ; sur le plan microéconomique, l'his-

1. Ainsi, par exemple, le cycle des conférences sur l'usage des méthodes quantitatives en histoire économique canadienne, qui court depuis presque 30 ans, attire davantage des économistes que des historiens et on y compte sur les doigts d'une seule main les historiens du Québec qui y participent.

toire des entreprises et des entrepreneurs, des institutions financières et de la consommation ; dans le domaine des pratiques économiques de l'État, les politiques fiscales, les politiques de développement économique, les politiques de réglementation ; et, finalement, tout le champ des *institutional arrangements* chers à Douglass North, par exemple. J'ai laissé hors du champ d'observation l'histoire de la pensée économique, considérant qu'elle se rattache davantage à l'histoire des idéologies. Cette définition du domaine de l'histoire économique est sans contredit rapide et grossière, mais elle a l'avantage de mettre en lumière l'étendue des thèmes qui ont été négligés par les historiens.

En effet, l'histoire économique québécoise fait figure de parent pauvre de l'historiographie récente. À part les ouvrages de Fernand Ouellet, de Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, et de Jean Hamelin, dont l'essentiel remonte à plus de 20 ans déjà, de même que les parties consacrées à l'économie québécoise dans la remarquable synthèse d'histoire du Québec depuis 1930 présentée par Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard (1986), on cherche en vain chez les historiens les œuvres d'envergure qui analysent l'évolution de l'économie québécoise. Cela est particulièrement vrai de l'histoire économique contemporaine. Prenons un indice au hasard de ma médiathèque. En 1980-1981, Gilles Paquet consacrait 25 heures de radio à l'histoire économique canadienne. Pour les six émissions qui traitaient de la période postérieure à 1929, Paquet a interviewé une trentaine de spécialistes. Seulement trois étaient des historiens-économistes québécois : Robert Armstrong, Gilles Piédalue et Yves Saint-Germain. Est-il significatif qu'aucun des trois ne fasse aujourd'hui partie de notre corps de métier ? Autre indice rapide : pour la période postérieure à 1929, le troisième volume de *l'Atlas historique du Canada* ne contient aucune planche signée par des historiens-économistes québécois. Dernier indice : dans les cas des références bibliographiques dans *Le Québec depuis 1930* (Linteau, Durocher, Robert et Ricard, 1986) et dans l'essai bibliographique collectif récent publié sous la direction de Jacques Rouillard (1991), les parties consacrées à l'histoire économique révèlent la même absence des historiens en soulignant plutôt l'apport des économistes, des sociologues, des politologues ou des géographes.

On pourrait soutenir que la période qui débute par la Crise est trop récente pour que les historiens daignent s'y intéresser. Si cela était, on s'attendrait à une augmentation de la production historique sur le XX^e siècle à mesure que celui-ci s'achève. Or, l'examen de la production² tend plutôt à montrer le contraire³. En effet, ce sont les années 1960 et 1970 qui paraissent les plus fertiles, alors que les années suivantes laissent percevoir un déclin. Ainsi c'est durant les années 1970 que se forment des historiens comme Gilles Piédalue (1975), Yves Saint-Germain (1975), Paul Larocque (1978) et Marc Vallières (1973, 1980), encore que leurs travaux de doctorat ne touchent que rarement la période après 1929. À côté d'eux, travaillent des économistes, des sociologues, des anthropologues, des politologues et des géographes qui s'attaquent plus volontiers à la période récente (par exemple, Daneau, 1966 ; Dumais, 1969, 1971 ; Dostaler, 1972 ; Armstrong, 1978 ; Sales, 1974, 1979 ; Brunelle, 1975 ; Niosi, 1978, 1980 ; Gold, 1971 ; Lessard, 1974 ; Tremblay, 1976 ; Fournier, 1975, 1978 ; Durand, 1977). Leurs travaux s'intéressent surtout au développement régional, à celui des ressources naturelles, de même qu'aux caractéristiques de la bourgeoisie et à ses clivages ethniques, reflétant les préoccupations de leurs contemporains pour ces questions. D'autres portent sur l'agriculture et le mouvement Desjardins, des sujets « typiquement québécois ». Il ne s'agit tout de même, constatons-le, que d'un choix limité à l'intérieur de la panoplie qu'offre l'histoire économique.

Les années 1980 semblent encore plus pauvres en travaux spécialisés de la part des historiens. La production historique est devenue plus hétéroclite, mais elle ne s'attaque pas davantage aux thèmes centraux de l'histoire économique telle qu'elle est définie plus haut. Les travaux des historiens tels Pierre Lanthier (1983) et Jocelyn Létourneau (1985) sont peu nombreux par rapport à ceux qui proviennent des disciplines voisines (Boismenu, 1981 ; Choko,

2. Nous avons consulté les parties consacrées à l'histoire économique du Québec dans les bibliographies de Paul Aubin et dépouillé les principales revues savantes susceptibles de contenir des articles d'histoire économique canadienne sur la période postérieure à 1929. Je remercie Nathalie Savaria pour ce dépouillement.

3. Gilles Paquet partage cette impression (Rouillard, 1991 : 175).

1981 ; Niosi, 198 ; Brouillette, 1983 ; Brouillette et Lanthier, 1983 ; Hamel, Houde et Sabourin, 1984 ; Dupré, 1985 ; Bélanger et Fournier, 1987).

Quant aux années 1990, des problématiques diverses ont amené de nouveaux travaux sur les ressources naturelles (Charland, 1990 ; Bellavance, 1994), sur le niveau de vie des travailleurs (Charland, 1992), sur les caisses populaires (Rudin, 1990) et sur la crise (Baillargeon, 1991), de même qu'une série de bilans étoffés sur la société québécoise depuis les années 1960 (Dumont, 1990 ; Langlois, 1990 ; Daigle et Rocher, 1992), qui abordent, à des degrés variés, des sujets d'ordre économique. Mais l'avenir ne s'annonce pas très prometteur. Ainsi, dans mon département, les cours d'histoire économique n'attirent plus les étudiants et les sujets d'études avancées dans le domaine sont quasiment inexistantes. La situation n'est guère plus reluisante ailleurs au Québec, d'après le *Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes* (Aubin, 1993). Selon les données fournies dans ce répertoire, c'est à l'Université Laval, où Marc Vallières et Jocelyn Létourneau dirigent quelques thèses, qu'on trouve le plus grand nombre de mémoires ou de thèses sur des sujets d'histoire économique pour la période contemporaine ; on en dénombre six, qui ne sont pas tous inscrits au Département d'histoire. Quatre thèses ou mémoires sont inscrits à l'Université de Montréal, trois à l'Université d'Ottawa, deux à l'Université de Sherbrooke et un à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Cela fait au total six thèses de doctorat et cinq mémoires de maîtrise en cours dans des départements d'histoire, ainsi que deux sujets de doctorats et trois de maîtrise dans d'autres départements, soit, au total, 16 projets d'études avancées en histoire économique contemporaine sur le Québec parmi les 357 sujets recensés, ce qui représente moins de 5 %.

Et pourtant, ce ne sont pas les sujets qui manquent, dirait Jean Hamelin ! Certains sujets d'histoire économique sont au cœur des débats actuels sur la nature et l'avenir de la société québécoise. À l'heure où le pouvoir économique de l'État constitue une question fondamentale pour la société contemporaine, nous ne disposons d'aucun bilan de l'effet des politiques gouvernementales sur le développement de l'ensemble de l'économie ou sur les régions

québécoises. Il n'existe aucune analyse diachronique des politiques fiscales du gouvernement du Québec après 1960⁴, aucune étude historique non plus sur les liens véritables entre l'éducation, le marché du travail et la mobilité professionnelle. Les hommes d'affaires québécois ont été l'objet de l'attention populaire, mais l'histoire des entreprises est peu connue⁵, alors qu'il y aurait tant de choses à connaître sur la structure du capital, sur l'évolution des méthodes d'administration, sur les stratégies de relations de travail ou sur la quête des marchés. Le mouvement Desjardins a davantage été étudié comme mouvement coopératif que comme institution économique, le livre de Rudin (1990) excepté. Quant aux autres institutions financières québécoises, elles attendent toujours de véritables historiens. Nous disposons d'études locales sur la crise des années 1930 (par exemple, Larivière, 1977 ; Ringuette, 1980 ; Martin, 1983 ; Clavette, 1986), mais nous ignorons l'influence du *boom* de la guerre sur l'économie et la société québécoise. Le commerce de détail est un élément central de la « modernisation » que vit le Québec de l'après-guerre, mais nous n'en connaissons que peu de chose⁶.

Pourquoi les historiens ne se penchent-ils pas sur de tels sujets ? La première réponse qui vient à l'esprit est l'absence de sources. Il est incontestable qu'il est souvent difficile d'avoir accès à des sources sur la période contemporaine, en particulier dans le secteur privé, qui n'a pas développé une conscience très marquée de l'intérêt scientifique de ses archives, et qui préfère souvent les conserver pour l'usage exclusif de ses services de relations publiques. L'inverse prévaut dans le secteur public, où la masse documentaire résiste souvent à tout sondage, en l'absence d'instruments de recherche et parfois même de classement. Lorsque des données existent, comme dans le cas des agences statistiques fédérale et provinciale, les changements de définitions, les modifications dans les méthodes ou dans la fréquence de la cueillette des données empêchent souvent la constitution de séries chronologiques. La pauvreté des séries statistiques fédérales avant 1966 est évidente

4. Voir Boismenu (1981) pour la période 1944-1960.

5. Bellavance (1994) constitue une exception remarquable.

6. Sur la pharmacie, voir Collin (1991).

lorsqu'on consulte la deuxième édition des *Statistiques historiques du Canada* (Leacy, 1983). On peut admirer la patience et l'énergie consacrées par Malcolm Charles Urquhart et son équipe à mettre au point des séries statistiques sur le produit national brut canadien de 1870 à 1985 (Urquhart, 1989), mais ce genre d'entreprise ne sera sans doute pas repris pour d'autres aspects de l'histoire économique, ni ventilé sur une base provinciale. Enfin, tout le monde sait que les recensements canadiens du XX^e siècle demeurent hors d'accès pour les chercheurs, sauf pour les premières décennies. Cela pèse lourd sur l'éventail des sujets qu'il est possible d'attaquer.

Il faut cependant constater que nos collègues des autres sciences sociales ont réussi, même dans ces circonstances, à produire beaucoup plus d'études sur l'histoire économique récente du Québec que les historiens. C'est en partie, je crois, à cause de la réticence des historiens face à la rhétorique des économistes, faite de modélisation et de recours aux tests statistiques. La modélisation s'appuie sur la théorie économique. Or, pour l'historien, celle-ci devient parfois hermétique ; elle semble s'éloigner de l'univers des préoccupations du « vrai monde » vers un ludisme logicomathématique basé sur une conception assez mécanique de l'activité humaine⁷. Incapable de percer le secret des équations qu'il rencontre dans la production scientifique des économistes-historiens et donc de suivre les démonstrations qui sont offertes, l'historien perd intérêt dans la modélisation et dans la théorie sur laquelle cette dernière s'appuie. L'effort à consentir paraît trop grand pour les résultats escomptés. S'il s'agit bien là d'un « calcul économique rationnel », cela entraîne quand même une méconnaissance de modèles d'analyse, de sources et de méthodes que l'historien pourrait mettre à contribution, ne serait-ce que pour éviter des raisonnements économiques erronés. Par ailleurs, cela a pour effet d'éviter la confrontation des interprétations des économistes à la complexité de la réalité historique que connaissent bien les historiens.

Cependant, au-delà des difficultés techniques de l'histoire économique, qu'on pourrait rapprocher de celles de la démographie ou de l'enquête sociologique, on peut affirmer que l'absence des

7. Pour une opinion semblable, voir Paquet (1989 : 348).

historiens du champ de l'histoire économique est tributaire de facteurs extrinsèques à la pratique du métier. Il y a en premier lieu un problème d'offre et, en second lieu, un problème de demande, si je puis emprunter cette figure de style aux économistes⁸.

Au Québec, l'absence d'historiens-économistes en place pour former les étudiants avancés est manifeste. Les historiens à l'œuvre en histoire économique ne possèdent généralement pas eux-mêmes la formation en théorie économique, en méthodes statistiques et en recherche historique qu'il est souhaitable de cumuler pour la pratique de cette discipline⁹. Il leur est donc difficile de donner à leurs étudiants le bagage intellectuel requis. La formation à l'étranger attire peu d'étudiants avancés en histoire économique, si l'on se fie au *Répertoire des thèses en cours* (Aubin, 1993). L'absence de modèles québécois a donc un effet sur l'offre. La lourdeur de la formation, à laquelle j'ai fait allusion plus tôt, a également contribué à rendre l'histoire économique peu attirante, de même que le caractère rébarbatif que nombre d'étudiants lui attribuent.

Le problème de l'absence de demande est sans doute un obstacle encore plus considérable au développement de l'histoire économique contemporaine au Québec. D'une part, d'autres domaines de la discipline historique – l'histoire des travailleurs, l'histoire des femmes, l'histoire des idéologies, celle des mentalités et même un intérêt renouvelé pour l'histoire politique – ont attiré les étudiants de premier cycle aux études avancées, ce qui a contribué à orienter la production scientifique et l'affectation des « ressources professorales », comme on les dénomme dans mon institution, vers d'autres domaines¹⁰.

8. Sur les modèles comme figures de style, voir McCloskey (1994).

9. Je connais deux exceptions : Joanne Burgess, à l'UQAM, a une formation de premier cycle en économie, mais elle travaille davantage en histoire sociale qu'en histoire économique ; Michael Huberman, qui vient de se joindre au Département d'histoire de l'Université de Montréal, a travaillé comme économiste dans le milieu universitaire et dans le secteur privé.

10. Fernand Ouellet a décrit la montée de l'histoire sociale chez les historiens québécois depuis le milieu des années 1970 (Ouellet, 1985 : 39).

Mais ce n'est pas là toute l'explication. Sur le marché intellectuel, les disciplines ne sont pas interchangeables ni choisies simplement selon leur valeur marchande ; le « consommateur » ou le « producteur » potentiels des différentes variétés d'histoire ne font pas leur choix simplement sur un calcul des coûts d'option inhérents à chacune. Il faut soulever la question plus large du rapport à la société dans laquelle la connaissance scientifique est produite. Depuis 20 ans, la théorie économique a perdu de son attraction à mesure que son incapacité à comprendre l'évolution de l'économie contemporaine devenait manifeste. L'attrait de la science économique dans les années 1950 et 1960 tenait en grande partie à la prospérité de l'après-guerre, qui semblait alors être venue à bout de la misère des cycles. Mais la belle assurance qui faisait écrire à un économiste, en 1970, qu'« au cours des dernières années, on est devenu de plus en plus confiant pour échapper, au moins dans un avenir prévisible, aux graves crises cycliques » (Lebel, 1970 : 89), a été battue en brèche par la crise du pétrole, par la stagflation, puis par les graves crises cycliques du tournant des années 1980 et des années 1990. Dans la mesure où la science économique fournissait un éclairage utile sur ces phénomènes, elle révélait à quel point l'économie canadienne et l'économie québécoise étaient tributaires de conjonctures supranationales sur lesquelles nous avons peu de prise.

À cela s'est ajouté le rôle des modes intellectuelles. Dans ce domaine, l'influence de la France a été considérable chez les historiens québécois et elle a inspiré l'ouverture d'une foule de nouveaux chantiers de recherche (tous encore peu défrichés), menant à ce qui a souvent été qualifié d'« histoire éclatée », alors que les économistes, par leur formation, s'inspiraient plutôt du formalisme économétrique qui dominait le marché nord-américain de la production scientifique en économie (Bélanger, 1985 : 363). Cela ne favorisait ni les rencontres ni les influences réciproques, car les objectifs des uns et des autres semblaient assez éloignés.

Ces explications concernent l'histoire économique de façon générale. S'agissant de l'histoire économique contemporaine du Québec, on peut se demander si l'état de nos connaissances, pour parcellaire qu'il puisse paraître à tous les observateurs, répond

suffisamment à notre besoin de connaître cette époque de notre histoire. Est-il nécessaire d'en savoir davantage que ce qui est fort habilement réuni dans la synthèse de Linteau, Durocher, Robert et Ricard ? Fernand Ouellet écrivait, il y a une dizaine d'années, que « les historiens et les autres ne se sont appliqués à l'histoire économique que dans la mesure où celle-ci collait d'une façon plus immédiate à leurs préoccupations présentes : c'est-à-dire en fonction de la question nationale et de la question sociale » (Ouellet, 1985 : 36). Était-ce vrai alors ? Est-ce vrai encore aujourd'hui ? L'histoire économique a-t-elle réellement perdu de sa pertinence pour « la question nationale et la question sociale » ?

Pour répondre à ces questions, il faudrait déterminer systématiquement où sont les lacunes et juger de leur importance dans la compréhension du Québec actuel. Je ne puis procéder ici à un tel bilan. Je souligne seulement quelques lacunes importantes dans trois domaines. Premièrement, sur le plan macroéconomique, les aspects de l'évolution du capital n'ont pas été étudiés : les fluctuations des niveaux d'épargne et d'investissement, le rendement sur le capital, les mouvements internes et externes de capitaux attendent toujours leurs spécialistes. Il en va de même pour la formation de la main-d'œuvre et sa mise en rapport avec l'évolution de la structure économique du Québec. Pourtant, ces questions touchent des aspects fondamentaux des politiques économiques contemporaines. Ne serait-il pas utile également, dans la perspective des choix économiques à faire, d'avoir une analyse de la fonction économique des syndicats québécois et de leur influence sur la structuration du marché de l'emploi ? Finalement, ne faudrait-il pas évaluer l'effet des programmes dits de « développement régional » sur la croissance des régions ?

Ensuite, sur le plan microéconomique, j'ai déjà fait allusion à l'absence presque totale d'études sérieuses sur les entreprises. Cela est vrai à la fois pour les grandes et les petites entreprises. Le débat sur l'entrepreneuriat canadien-français n'a pas suscité beaucoup plus que des réflexions (Caldwell, 1983 ; Paquet, 1986). Au lieu de se demander si les Canadiens français sont de bons entrepreneurs ou d'invétérés « précapitalistes », il serait peut-être préférable de prendre comme postulat qu'il existe, dans ce domaine comme dans

d'autres et ici comme ailleurs, une large gamme de comportements et de s'attacher à mettre en lumière les facteurs de succès ou d'échec. Ces questions touchent de près les représentations collectives que les Québécois ont d'eux-mêmes et celles que les Canadiens anglais ont des Québécois.

Enfin, l'histoire de la classe ouvrière pourrait s'enrichir d'études plus fines sur la situation socio-économique des travailleurs. Dans certains cas, des entreprises ont ouvert les dossiers de leurs travailleurs aux chercheurs, ce qui permet l'étude détaillée des itinéraires professionnels, des pratiques de recrutement et de rémunération, de la division du travail et de la mobilité professionnelle¹¹. On pourra ainsi, à l'aide de données nominatives, mettre à l'épreuve les modèles proposés par les économistes, les sociologues et les historiens de la classe ouvrière pour expliquer le comportement des travailleurs. Par ailleurs, l'histoire des travailleurs doit tenir compte de l'histoire des entreprises, du contexte structurel dans lequel s'insèrent capital et travail, de même que de l'évolution des conjonctures qui les affectent. La distance épistémologique qui sépare souvent les travaux sur le capital de ceux sur le travail se justifie difficilement. Un renouveau de l'histoire des travailleurs nous fera mieux connaître le caractère de la classe ouvrière québécoise et sa place dans la « société globale ».

Comment susciter un retour à l'histoire économique, en particulier sur la période contemporaine ? En premier lieu, les historiens doivent perdre leurs appréhensions devant la science économique. Des économistes remettent eux-mêmes en question leurs pratiques discursives. Donald N. McCloskey (1985, 1990, 1994), par exemple, a mis à nu la rhétorique des économistes dans des livres qui feront plaisir aux historiens. À un autre niveau, Nuala Beck (1992) a illustré comment les habitus des économistes les empêchaient de saisir quantitativement l'importance des transformations structurelles des dernières années. Ces critiques devraient nous reconforter et briser notre hésitation à travailler sur un chantier où d'autres sont déjà à

11. Notamment Alcan et Abitibi-Price au Saguenay, de même que Canadien Pacifique à Montréal.

l'œuvre. La fréquentation de l'historiographie canadienne-anglaise et américaine pourra, par ailleurs, enrichir nos perspectives, particulièrement en histoire des affaires et en histoire des travailleurs.

Pour connaître un regain de vie, l'histoire économique québécoise devra répondre à une « demande » sociale. À l'heure des bilans et des remises en question des structures politiques actuelles, dans le contexte de pénurie des ressources publiques que nous connaissons, il me semble que l'étude de l'histoire économique récente pourrait être éclairante. « Le discours historiographique jaillit du présent », écrivent Gagnon et Hamelin (1979 : 27). Espérons que les historiens répondront à ces besoins évidents.

Bibliographie

- Armstrong, Robert (1978), « The Asbestos Industry in Quebec, 1878-1929 », thèse de Ph.D. (économie), Université Laval.
- Aubin, Paul (1993), *Register of Post-Graduate Dissertations in Progress in History and Related Subjects – Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes*, Ottawa, Société historique du Canada.
- Baillargeon, Denise (1991), *Ménagères au temps de la Crise*, Montréal, Remue-ménage.
- Beck, Nuala (1992), *Shifting Gears: Thriving in the New Economy*, Toronto, Harper Collins.
- Bélanger, Gérard (1985), « La lecture des économistes est-elle si pauvre ? », *Recherches sociographiques*, XXVI, 3, p. 361-364.
- Bélanger, Yves, et Pierre Fournier (1987), *L'entreprise québécoise. Développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, Hurtubise HMH (coll. Cahiers du Québec/Science politique).
- Bellavance, Claude (1994), *Shawinigan Water and Power, 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Boréal.
- Boismenu, Gérard (1981), *Le duplessisme. Politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, PUM.
- Brouillette, Normand (1983), « Le développement industriel d'une région du hinterland québécois : la Mauricie 1900-1975 », thèse de Ph.D. (géographie), Université McGill.
- Brouillette, Normand, et Pierre Lanthier (1983), « Contributions à l'étude du dynamisme des localisations industrielles : la stratégie des groupes industriels en Mauricie, 1900-1975 », *Annales de l'ACFAS*, 50, p. 113.
- Brunelle, Dorval (1975), « La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise, 1951-1971 », *Sociologie et sociétés*, 7, 2 (novembre), p. 67-88.
- Caldwell, Gary (1983), « Les industriels francophones : Victoriaville au début du siècle », *Recherches sociographiques*, XXIV, 1 (janvier-avril), p. 9-31.
- Charland, Jean-Pierre (1990), *Les pâtes et papiers au Québec, 1880-1980. Technologies, travail et travailleurs*, Québec, IQRC (coll. Documents de recherche, 23).
- Charland, Jean-Pierre (1992), *Système technique et bonheur domestique : rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*, Québec, IQRC (coll. Documents de recherche, 28).
- Choko, Marc-Henri (1981), « Crise du logement et capital immobilier : Montréal. Le redéveloppement du centre-ville de 1957 à nos jours et ses conséquences », thèse de doctorat, Paris VIII.
- Clavette, Suzanne (1986), « Des bons aux chènes : aide aux chômeurs et crise des années 1930 à Verdun », mémoire de maîtrise (histoire), UQAM.
- Collin, Johanne (1991), « Évolution de la profession pharmaceutique au Québec au XX^e siècle : une analyse du rapport entre les transformations de la pratique et la féminisation du corps professionnel », thèse de Ph.D. (histoire), UQAM.

- Daigle, Gérard, et Guy Rocher (dir.) (1992), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, PUM.
- Daneau, Marcel (1966), « Évolution économique du Québec, 1950-1965 », *L'Actualité économique*, 41, 4 (janvier-mars), p. 659-692.
- Dostaler, Gilles (1972), « Le crédit à la consommation et son évolution au Canada de 1938 à 1970 », mémoire de M.Sc., Université McGill.
- Dumais, Mario (1969), « L'évolution économique du Québec, 1940-1965 », dans Robert Comeau (dir.), *Économie québécoise*, Montréal, PUQ, p. 219-231.
- Dumais, Mario (1971), « Étude sur l'histoire de l'industrie hydro-électrique (1940-1965) et son influence sur le développement industriel du Québec », mémoire de maîtrise (économie), Université de Montréal.
- Dumont, Fernand (dir.) (1990), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC.
- Dupré, Ruth (1985), *A Politico-Economic Model of Quebec Government Spending, 1867-1969*, Montréal, École des HÉC.
- Durand, Guy (1977), « Le tissu urbain québécois, 1941-1961 : évolution des structures urbaines de l'industrie et des occupations », *Recherches sociographiques*, XVIII, 1, p. 133-157.
- Fournier, Pierre (1975), « A Study of Business in Quebec Politics », thèse de Ph.D. (science politique), University of Toronto.
- Fournier, Pierre (1978), « Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise », dans Pierre Fournier (dir.), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert St-Martin, p. 137-181.
- Gagnon, Nicole, et Jean Hamelin (1979), *L'homme historien*, Saint-Hyacinthe/Paris, Édisem/Maloine.
- Gold, Gerald L. (1971), « The Emergence of a Commercial Bourgeoisie in a French Canadian Town », thèse de Ph.D. (anthropologie), University of Minnesota.
- Hamel, Jacques, Gilles Houde et Paul Sabourin (1984), « Stratégies économiques et développement industriel : l'émergence de Forano », *Recherches sociographiques*, XXV, 2, p. 189-209.
- Hamelin, Jean, et Yves Roby (1971), *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides (coll. Histoire économique et sociale du Canada français).
- Langlois, Simon (dir.) (1990), *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, IQRC.
- Lanthier, Pierre (1983), « Stratégie industrielle et développement régional : le cas de la Mauricie au XX^e siècle », *RHAF*, 37, 1 (juin), p. 3-20.
- Larivière, Claude (1977), *Crise économique et contrôle social, 1929-1937 : le cas de Montréal*, Montréal, St-Martin.
- Larocque, Paul (1978), « Pêche et coopération en Gaspésie, 1928-1964 », thèse de Ph.D. (histoire), Université Concordia.
- Leacy, F.H. (dir.) (1983), *Statistiques historiques du Canada*, 2^e édition, Ottawa, Statistique Canada.
- Lebel, Gilles (1970), *Horizon 1980. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Direction générale de l'économie industrielle.
- Lessard, Diane (1974), « Les rapports de production dans l'agriculture québécoise », thèse de M.Sc. (anthropologie), Université de Montréal.
- Létourneau, Jocelyn (1985), « Accumulation, régulation et sécurité du revenu au Québec au début des années 1960 », thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval.

- Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard (1986), *Histoire du Québec contemporain*, t. 2 : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal.
- Martin, Micheline (1983), « Drummondville, 1925-1940 : les conditions de vie des travailleurs », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke.
- McCloskey, Donald N. (1985), *The Rhetoric of Economics*, Madison, University of Wisconsin Press.
- McCloskey, Donald N. (1990), *If You're So Smart: The Narrative of Economic Expertise*, Chicago, University of Chicago Press.
- McCloskey, Donald N. (1994), *Knowledge and Persuasion in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Niosi, Jorge (1978), *Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, PUQ.
- Niosi, Jorge (1980), *La bourgeoisie canadienne. La formation et le développement d'une classe dominante*, Montréal, Boréal Express.
- Niosi, Jorge (1982), *Les multinationales canadiennes*, Montréal, Boréal Express.
- Ouellet, Fernand (1985), « La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale », *Recherches sociographiques*, XXVI, 2, p. 11-83.
- Paquet, Gilles (1986), « Entrepreneurship canadien-français : mythes et réalités », *Mémoires de la Société royale du Canada*, p. 151-178.
- Paquet, Gilles (1989), « Le fruit dont l'ombre est la saveur : réflexions aventureuses sur la pensée économique au Québec », dans Gilles Paquet (dir.), *La pensée économique au Québec français. Témoignages et perspectives*, Montréal, ACFAS (coll. Les cahiers scientifiques).
- Piédalue, Gilles (1975), « La bourgeoisie canadienne et le problème de la réalisation du profit au Canada, 1900-1930 », thèse de Ph.D. (histoire), Université de Montréal.
- Ringuette, Martin (1980), « Les lendemains incertains. Les conditions de vie à Chicoutimi entre 1925 et 1940 », *Saguenayensia*, 22, p. 149-154.
- Rouillard, Jacques (dir.) (1991), *Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, Montréal, Méridien.
- Rudin, Ronald (1990), *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires, 1900-1945*, Montréal/Kingston, McGill/Queen's University Press.
- Saint-Germain, Yves (1975), « The Genesis of the French-Language Business Press and Journalists in Quebec, 1871-1914 », thèse de Ph.D. (économie), University of Delaware.
- Sales, Arnaud (1974), « Différenciation ethnique des directions industrielles », *Sociologie et sociétés*, 6, 2 (novembre), p. 101-113.
- Sales, Arnaud (1979), *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, PUM.
- Sales, Arnaud, et Lucie Dumais (1985), « La construction sociale de l'économie québécoise », *Recherches sociographiques*, XXVI, 3, p. 319-360.
- Tremblay, Marc-Adélar (1976), « La crise économique des années trente et la qualité de la vie chez les Montréalais d'ascendance française », *La Revue Desjardins*, 42, 5, p. 34-40 ; 6, p. 49-53.
- Urquhart, Malcolm Charles (1989), « Canadian Economic Growth, 1870-1980 », communication présentée à la *Sixteenth Conference on the Use of Quantitative Methods in Canadian Economic History*, Toronto, 10 mars.
- Vallières, Marc (1973), « Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959.

Essai de normalisation des données statistiques en dix-sept groupes industriels et étude sommaire de la croissance de ces groupes », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval.

Vallières, Marc (1980), « La gestion des opérations financières du gouvernement québécois, 1867-1920 », thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval.